

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le

Tom Thomas
En finir avec les nationalismes
Editions critiques 2023
170 pages, 16 €

Ch 1 Le concept de nation	page 1
Ch 2 Le nationalisme chez Marx et Engels	page 3
Ch 3 Lénine et les nationalismes au 20 ^è siècle	page 5
Ch 4 La mondialisation contemporaine	page 8
Ch 5 Le capitalisme sénile et les nationalismes contemporains	page 13
Ch 6 En finir avec les nationalismes	page 16

Chapitre 1 Le concept de nation

C'est une société où les rapports sociaux sont fondés sur l'argent et la nécessité du gain d'argent. Une société fondée sur les séparations privées, la concurrence. Où les uns et les autres sont en conflit permanent pour le gain d'argent : les capitalistes entre eux, les salariés et leurs patrons, les différentes classes sociales, les pays entre eux, etc. Une société où les rivalités et les antagonismes sont structurels. Ce très bref rappel de quelques-uns des traits qui caractérisent les sociétés capitalistes est là pour dire que le concept de nation prend consistance à partir de ces séparations, divisions et antagonismes, du fait de la nécessité d'y palier puisque l'homme ne peut exister qu'en société.

Le concept de nation se développe comme représentant l'idée, l'affirmation d'une union là où n'existe que la désunion réelle, comme un substitut à celle-ci. Pour se faire respecter comme union, la nation est dite "union sacrée", et elle a un nom de guerre, la

Patrie, qui vaudra opprobre, et même pire, le peloton d'exécution à ceux qui refusent de s'y sacrifier.

Tel est le lien fondamental entre le mode de production capitaliste et le concept de nation. La nation est le produit idéologique d'une longue évolution historique et structurelle des forces productives et des rapports de production qui s'est conclue par la destruction des formes dégradées et ultimes des anciennes sociétés communautaires, c'est-à-dire soudées par des liens de dépendance personnels. (...) A la place de ces sociétés fondées sur les liens communautaires, le mode de production capitaliste a développé les hommes comme individus privés, "asociaux", "individualistes" par construction.

La deuxième observation est que ce sont les mêmes séparations entre individus privés, entre productions effectuées privativement, entre possesseurs de moyens de production et salariés dénués de la propriété, et les mêmes rivalités et antagonismes qui ont engendré la nécessité de l'Etat comme celle de la nation. Pas de nation sans Etat !

Initialement une réelle unité populaire entre bourgeoisie, prolétariat et paysannerie s'est forgée en unité nationale contre un ennemi commun qui avait fort bien su se faire haïr : la monarchie, dont quelques têtes furent coupées (Charles 1 d'Angleterre, Louis 16, etc.). En France, cette unité nationale fut très vite exaltée par la nécessité de résister à l'intervention des monarchies européennes coalisées contre la Révolution. La nation est alors devenue la Patrie pour laquelle les plus grands sacrifices devaient être consentis. L'argument patriotique fut par la suite sans cesse utilisé par la bourgeoisie pour mobiliser le peuple contre des capitalismes rivaux.

L'enseignement, comme aussi une certaine littérature, puis le cinéma et autres médias, ont aussi joué un rôle pour construire un récit historique idéalisé et héroïsé du fait national. Il s'agit en particulier d'en faire remonter l'origine le plus loin possible dans l'histoire afin de conférer à la nation, une réalité préexistant à sa naissance réelle. Par exemple en France toutes sortes de faits historiques anciens auraient été constitutifs de la nation.

Il faut aussi non seulement, comme nous l'avons rappelé, lui inventer une histoire aussi lointaine qu'héroïque, mais aussi effacer des mémoires bien des faits historiques réels. Par exemple ceux qui ont toujours vu les classes dominantes préférer pactiser avec les ennemis de la nation quand leur domination était menacée. Non seulement les nobles en 1789, mais aussi les bourgeois versaillais en 1871, ou ceux de 1936 qui préféraient Hitler au Front populaire.

La nation est toujours nécessairement une délimitation qui sépare inclus et exclus quelles que soient les raisons qu'on lui donne. (...) Par leur vote les citoyens exprimeraient leur volonté de s'associer, c'est-à-dire de décider collectivement de ce qu'ils font, comment ils organisent leur vie commune, le vote permettant de dégager un intérêt général commun à tous et transcendant les intérêts individuels qui ne peuvent s'accomplir que socialement.

En réalité, le vote délègue cette prétendue volonté commune à un organe politico-bureaucratique, l'Etat, qui impose aux individus radicalement divisés dans leurs intérêts

privés, de classe, l'intérêt général du capital, du capital en général. C'est parce qu'ils abandonneraient volontairement leur pouvoir social à l'Etat que la soumission des individus à l'Etat est dite démocratique et libre.

La nation et l'Etat sont créés conjointement, l'une comme l'image du Peuple réuni par un intérêt général commun, l'autre comme l'exécuteur de cet intérêt général qui est en réalité celui du capital.

Les trois entités, Peuple, Nation, Etat forment une sorte de triptyque en s'engendrant et se construisant mutuellement.

Chapitre 2 Le nationalisme chez Marx et Engels

Dans le *Manifeste du parti communiste* de 1848 Marx et Engels (...) écrivent même que ces révolutions ont donné "*un caractère cosmopolite*" à la production et à la consommation en enlevant "*à l'industrie sa base nationale*". Ce qui en réalité n'a été qu'amorcé à leur époque, et pleinement réalisé que bien plus tard, à celle de la troisième mondialisation contemporaine.

Bourgeois, artisans, commerçants, paysans, prolétaires formaient peuple et pouvaient donc se penser comme nation sur la base de ces intérêts immédiats communs alors révolutionnaires. Le Manifeste, brillante et puissante condamnation de la bourgeoisie, affirme à juste titre qu'elle a alors "*joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire*". De même donc que le nationalisme au cours de cette période historique. Ce nationalisme fut, par exemple, la force des sans-culottes qui, sans la moindre expérience militaire, mirent en échec les monarchies et leurs armées professionnelles à Valmy.

Il y a déjà dans le Manifeste cette très juste affirmation que le développement extraordinaire des sciences et des forces productives qu'induisait le mode de production capitaliste était un moment nécessaire de l'histoire humaine, une condition nécessaire à l'avènement du "règne de la liberté", autrement dit le communisme, à savoir celle d'une abondance de temps libre, de temps libéré du travail contraint, de temps pour que tout un chacun puisse accroître ses capacités dans les domaines qu'il lui plaira, et, notamment, puisse ainsi libérer, s'approprier tout ce qui peut l'être des conditions de son existence, au sein de relations sociales réellement communautaires.

Alors qu'en est-il de la question nationale pour les jeunes Marx et Engels de 1848 ?

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt tout de même la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir avec sa propre bourgeoisie (...). Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

La suite de l'histoire prouvera que non ! (...) parce qu'ils ont une conception trop strictement économique des conditions de la révolution communiste. (...) Le capitalisme crée certainement le prolétariat, mais pas mécaniquement le prolétariat révolutionnaire.

Engels poussait ce raisonnement économiste plus loin encore, jusqu'à une forme de mépris, en parlant de "petites nations rachitiques", ou, ironiquement, de "nations fleurettes", trop petites et trop arriérées pour pouvoir, "livrées à elles-mêmes", participer à une nouvelle phase du développement historique de l'humanité, le capitalisme.

Marx et Engels considèrent dans les années 1860-1870 *"la lutte pour l'unification de l'Italie et de l'Allemagne comme révolutionnaire, même si elle s'accomplit dans l'intérêt exclusif de la bourgeoisie et se réalise par l'intermédiaire des "exécuteurs testamentaires" de 1848 aussi réactionnaires que Bismarck et Cavour"*.

Le seul critère pour juger de la validité de l'indépendance nationale est donc pour Marx et Engels celui du développement du mode de production capitaliste alors presque partout juste esquissé en Europe, à l'exception de l'Angleterre et de la France. Ce qui les amène à deux positions principales : premièrement, favoriser la constitution de grandes nations "viabiles" selon ce point de vue, deuxièmement, détruire la puissance qui, en Europe, est la principale opposition à ce projet : la Russie tsariste.

Dans cette optique le mouvement national d'un pays suscite particulièrement l'intérêt de Marx et d'Engels : la Pologne (...) où donc un développement du mode de production capitaliste serait possible. Et en même temps son indépendance porterait un sérieux coup au tsarisme qui en occupe la majeure partie. (...) Cela les amène donc à poser pour la première fois la lutte pour l'indépendance nationale comme une étape possible, comme condition préalable dans certaines situations à la révolution pour le communisme.

Mais bientôt Marx va être amené à opérer un virage radical à propos de l'Irlande, alors colonie anglaise. Il fait son mea culpa comme, par exemple, dans cette lettre à Engels du 10 décembre 1869 :

Longtemps j'ai pensé qu'il était possible de renverser le régime actuel de l'Irlande grâce à la montée de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu ce point de vue dans le New York Tribune. Or, une analyse plus approfondie m'a convaincu du contraire. la classe ouvrière anglais ne fera jamais rien tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut placer le levier.

Marx (...) constate que la classe ouvrière anglais a partie liée avec la bourgeoisie anglaise dans la colonisation de l'Irlande. Il observe en effet les effets délétères de la colonisation de l'Irlande sur l'unité des prolétaires et la conscience révolutionnaire des prolétaires du pays colonisateur, l'Angleterre.

Tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre ont maintenant une classe ouvrière scindée en deux camps ennemis : prolétaires anglais et prolétaires irlandais. L'ouvrier ordinaire anglais déteste l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Il se sent à son égard membre d'une nation dominatrice, devient de ce fait un

instrument de ses aristocrates et capitalistes contre l'Irlande, et consolide ainsi leur pouvoir sur lui-même (...). L'Irlandais lui rend la monnaie de sa pièce. Il voit en lui à la fois le complice aveugle de la domination anglaise en Irlande (...). Cet antagonisme constitue le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise (...). C'est aussi le secret persistant de la classe capitaliste qui s'en rend parfaitement compte.

Avec la stratégie du "détour irlandais", Marx opère donc un renversement spectaculaire des priorités. Il fait d'une révolution pour l'indépendance nationale irlandaise la condition politique d'une révolution communiste en Angleterre, là où les conditions matérielles, économiques sont mûres pour cela. Ainsi le processus révolutionnaire en Angleterre ne peut commencer qu'en Irlande, pourtant petit pays arriéré, par une révolution politique nationale, démocratique et bourgeoise puisque les conditions économiques n'existaient pas en Irlande pour le communisme.

Les peuples colonisés, à l'exception de l'Irlande et de la Pologne Marx et Engels ne les ont pas fait entrer dans le champ des luttes de classe de leur époque, ni n'ont prévu l'importance que leurs luttes nationalistes allaient prendre au 20^è siècle.

Engels (...) dénonce (...) le fait que *"les ouvriers anglais mangent allègrement leur part de ce que rapporte le monopole de l'Angleterre sur le marché mondial et dans le domaine colonial"*. (...) C'est le phénomène que Lénine étendra plus tard, en le précisant, aux prolétariats des métropoles coloniales sous le terme "d'aristocrate ouvrière", une classe ouvrière qui reçoit des miettes des profits tirés de l'exploitation des peuples des pays colonisés et opprimés et, s'en satisfaisant, soutient peu ou prou cette situation.

Engels à ce point de vue se montre particulièrement peu avisé quand il affirme que

Les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays peuplés d'éléments de souche européenne, comme le Canada, Le Cap, l'Australie, deviennent toutes indépendants ; par contre les pays sous simple domination et peuplés d'indigènes, Inde, Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, doivent être pris en charge provisoirement par le prolétariat et conduits à l'indépendance, aussi rapidement que possible.

L'histoire a complètement désavoué Engels : ces peuples dominés se sont libérés eux-mêmes, et souvent sans guère d'appui des prolétaires des pays colonisateurs.

Marx et Engels (...), leur analyse se transforme radicalement à propos de l'Irlande. Ils mettent désormais en avant un critère politique, et non plus seulement celui du développement du mode de production capitaliste, en distinguant nation colonisatrice ou oppressive, et nation colonisée ou opprimée.

Tout le 20^è siècle sera marqué par cette complexité : des luttes dans des pays colonisés où les conditions matérielles du communisme ne sont pas réunies et qui visent d'abord à l'indépendance nationale sous la direction d'une bourgeoisie nationale en formation. Des luttes dans les pays développés, et alors toujours impérialistes, où ces conditions existent, mais où les prolétaires ont souvent été plus ou moins liés aux intérêts impérialistes.

Pourquoi s'intéresser aujourd'hui encore aux analyses de Lénine sur la question nationale ? (...) Pour comprendre en quoi la position de Lénine, appelant à soutenir les luttes nationales des peuples colonisés pour leur indépendance, n'est plus d'actualité aujourd'hui puisqu'elle était fondée sur une situation concrète particulière, la mondialisation coloniale, qui n'existe plus.

Après une première période européocentrée, le leader bolchevique adopte un point de vue mondial et distingue alors les nationalités colonisées ou semi-colonisées et des nations impérialistes colonisatrices. Sur cette base d'analyse, il défend le droit à l'indépendance nationale des premières, c'est-à-dire le droit pour ces nationalités opprimées de se doter de leur propre Etat, fût-il dirigé par une bourgeoisie nationale.

Ce n'est donc pas d'un point de vue antiféodal que Lénine affirme la nécessité de reconnaître le droit à l'indépendance de la Pologne, ainsi que d'autres nationalités opprimées en Europe. (...) L'époque ayant changé, Lénine défend la tâche prioritaire d'une alliance entre ouvriers polonais et russes pour abattre cet ennemi commun : le capitalisme.

A ceux qui disaient : "puisque la nation est de naissance et par essence un concept bourgeois, une émanation idéologique du capitalisme visant à unir le peuple derrière lui, alors les communistes n'ont plus, au 20^è siècle en Europe, à soutenir de luttes nationales car les régimes féodaux ont disparu", Lénine a eu raison d'opposer à leur raisonnement strictement économiste le fait qu'il y a la réalité d'une occupation étrangère sur le territoire de certaines nationalités opprimées. Laquelle soude les prolétaires de ces peuples à la bourgeoisie nationale, comme elle soude aussi ceux de la nation oppressive à leur bourgeoisie. Il a eu raison de souligner la relative économie des instances politiques et idéologiques par rapport aux déterminations économiques. C'est, nous l'avons vu, le principe même du "détour irlandais" défendu par Marx après son autocritique.

La reconnaissance du droit inconditionnel à l'indépendance nationale (indépendance qui est d'ordre politique) est un devoir des seuls prolétaires des nations oppressives, colonisatrices. Ceux des nations opprimées doivent prioritairement s'organiser indépendamment de leur bourgeoisie, défendre leurs intérêts de classe, chercher à s'unir avec ceux de la nation oppressive. Réunir les conditions de leur union, tel est le but de cette tactique.

Cependant, tout en affirmant inconditionnel le droit à l'indépendance des nationalités opprimées, sans Etat, Lénine posait un certain nombre de limites relativement au soutien à apporter, ou pas, par les prolétaires à l'exercice de ce droit. (...) Ce qui amena Lénine à déclarer que Rosa Luxembourg (alias Junius) avait raison de dire que "*derrière le nationalisme serbe se tient l'impérialisme russe*", et que donc ce nationalisme n'était pas soutenable dans le cadre de cette rivalité inter-impérialistes car cela aurait entraîné les prolétaires d'Europe à soutenir un impérialisme contre un autre dans leur rivalité qui,

comme bien d'autres le prévoyaient, déboucha sur la grande boucherie de 1914-1918 quand l'Autriche envahit la Serbie soutenue par la Russie.

Le parallèle avec l'ultra nationalisme ukrainien d'aujourd'hui est évidemment correct, puisque sa caractéristique principale est qu'il sert surtout de pion mercenaire à l'impérialisme étasunien, et ses alliés de l'OTAN à ses ordres, combattant le russe.

Lénine (...) ajoutera encore dans la même veine en juillet 1916 que *"être partisan d'une guerre générale en Europe pour le seul rétablissement de la Pologne, ce serait être un nationaliste de la pire espèce"*. (...) Ce qui, là encore amène à faire le parallèle avec l'ultra nationalisme ukrainien des zélinskystes adorateurs de leurs prédécesseurs fascistes (les partisans du nazi et SS Stepan Bandera).

Il n'y a qu'en Russie où la tactique léniniste de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire a réussi, tandis que Mustafa Kemal (Atatürk) a mené avec succès une révolution nationale bourgeoise sur le peu qui restait de l'empire ottoman.

Dès 1916 Lénine imagine que "les nations non développées et opprimées" pourraient profiter de l'affaiblissement des impérialismes européens ruinés par la guerre pour se révolter. Il écrit alors :

La révolution sociale ne peut se produire autrement que sous la forme d'une époque alliant la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés à toute une série de mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris des mouvements de libération nationale, dans les nations non développées, retardataires, opprimées.

C'est là une sérieuse évolution depuis Marx et Engels, qui, à leur époque, étaient restés dans le cadre européen et n'avaient pas encore perçu le potentiel révolutionnaire des luttes nationales anti-impérialistes ((inexistant, à mon avis)) des peuples colonisés, lequel, il est vrai, ne s'est pleinement révélé que plus tard ((où donc ?)) au 20^è siècle. En organisant le Congrès des Peuples de l'Orient à Bakou en septembre 1920, les bolcheviques s'efforçaient de réunir les forces qui pouvaient réussir un "détour irlandais" mondial par le moyen de l'émancipation nationale de tous les peuples colonisés ou semi-colonisés, par la conquête de leur droit à se constituer en Etats-nations. Et ils firent en sorte que les partis communistes, du moins se déclarant tels, jouent un rôle dirigeant dans les luttes pour l'indépendance nationale.

Si l'on regarde le résultat de ces luttes anticolonialistes pour l'indépendance nationale du 20^è siècle, c'est la bourgeoisie qui a pris le pouvoir d'Etat lors des indépendances (à l'exception notable de la Chine ((non...)) après la défaite des colonisateurs japonais et des nationalistes inféodés aux Américains, voire aussi du Viet Nam ((non plus))).

Les mouvements de libération nationale adjoignaient d'ailleurs souvent le mot socialisme à celui d'indépendance. Lequel socialisme se résumait ensuite, une fois le colonisateur vaincu, à l'étatisation des biens coloniaux et profit d'une bourgeoisie d'Etat autoritaire, népotique et souvent corrompue. Et alors ? Le résultat était quand même de coaguler une classe bourgeoise et, maintenant détachée d'elle, une classe prolétarienne (eh,

où cela ??)) industrielle et agricole. Donc de poser l'antagonisme de classe nécessaire à la révolution communiste.

En une sorte de résumé de ses travaux sur la question des luttes pour l'indépendance nationale Lénine écrivait en 1916

qu'il faut distinguer pour être concret au moins trois types différents de pays (...). Le premier type ce sont les pays avancés de l'Europe de l'Ouest (et de l'Amérique), le mouvement national appartient au passé. Le second type, c'est l'Europe de l'Est, où il appartient au présent. Le troisième, ce sont les semi-colonies et colonies où il appartient dans une large mesure à l'avenir.

Etre concret va maintenant nous permettre d'affirmer qu'il n'y a plus de luttes nationalistes positives aujourd'hui, au 21^è siècle, parce que la situation concrète a changé. Elle a été bouleversée par le succès ((?)) des luttes anticoloniales et par les nouvelles modalités des procès de valorisation du capital qui les ont suivies. Toutes nouveautés politiques et économiques qui caractérisent la troisième mondialisation dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Chapitre 4 La mondialisation contemporaine

La mondialisation du mode de production capitaliste est une tendance implacable inhérente au capital. *"La tendance au marché mondial est immédiatement donnée dans le concept de capital. Chaque limite y apparaît comme un obstacle à surmonter"* (...) puisque celle-ci est l'accumulation, la croissance perpétuelle du capital, donc la recherche incessante de nouvelles productions, de nouveaux consommateurs.

Le capital a commencé à se développer en Europe au cours des 14^è et 15^è siècles sous la forme d'une mondialisation mercantile, qui l'engendra d'abord comme capital commercial, accumulation d'argent par le commerce (une des premières manufactures fut alors l'arsenal de Venise).

Avec les manufactures on a la première apparition du capital dans son essence (ce que n'est pas l'argent) : la propriété des moyens de production séparée de leurs utilisateurs, les travailleurs (qui possèdent encore néanmoins leurs savoirs-faire spécialisés issus des métiers développés dans les anciennes corporations artisanales). On a le propriétaire libre face au travailleur libre. Libertés qu'interdisaient les systèmes corporatifs et que conquièrent les différentes révolutions bourgeoises et nationales. Car, comme rappelé ci-dessus, c'est avec cette émergence du mode de production capitaliste qu'émerge aussi le concept de Nation comme nouveauté révolutionnaire.

Le développement des manufactures, et bientôt leurs perfectionnements avec l'usage de la machine à vapeur, vont pousser au système de production et d'échanges de type colonial, c'est-à-dire une division du travail historiquement spécifique entre les métropoles colonisatrices et les colonies. (...) Au moyen de massacres innombrables et de guerres entre

les puissances colonisatrices (...) l'Angleterre, finalement victorieuse de ses rivaux, se construira au 19^e siècle un empire sur lequel "le soleil ne se couche jamais".

D'un côté il y a le coton fourni à bas prix par les paysans indiens réduits à un quasi esclavage, celui fourni par les Noirs du sud des Etats-Unis réduits à un esclavage total, et celui des fellahs égyptiens devenus des prolétaires du coton, de l'autre, en Angleterre, outre une classe bourgeoise s'enrichissant énormément, une masse d'ouvriers, hommes, femmes et enfants, travaillant dans les manufactures de Manchester et d'ailleurs, dans des conditions tout aussi dures.

Puis les premières lois sociales de la fin du 19^e siècle commencèrent à améliorer petitement le sort des prolétaires anglais, phénomène qui, en se perfectionnant, engendra la formation d'une "aristocratie ouvrière" recevant une modeste part du développement, à base colonialiste, du capitalisme en Angleterre, ainsi que dans les autres pays coloniaux.

Cette (...) deuxième mondialisation (...) ce n'est pas les pillages, l'esclavage, les massacres, la domination d'un envahisseur qui en sont les caractéristiques particulières : ces phénomènes ont existé depuis bien des millénaires auparavant, dans des modes de production, des sociétés très différentes. La caractéristique spécifique qui en fait une période particulière dans l'histoire du mode de production capitaliste, c'est cette division sociale du travail qui a donné une impulsion formidable au développement du capitalisme industriel et financier.

Nouvelle division mondiale du travail entre colonies et métropoles qui peut se résumer ainsi : production à bas prix de toutes sortes de matières premières agricoles (plantations), forestières, minières dans les colonies par l'utilisation d'une main d'œuvre très bon marché et, de plus, corvéable à merci. Développement industriel dans les métropoles où s'accumule aussi un capital financier qui s'accroît de ce développement, en même temps qu'il le stimule par le crédit, et en même temps aussi que s'y concentrent les moyens scientifiques et technologiques qui leur confèrent la possession des conditions de la production et la domination militaire.

Ce système de la mondialisation coloniale induit :

- 1° Un développement des rivalités et des guerres entre impérialismes se disputant les territoires coloniaux et à propos s'exaltent, et sont exaltés par les idéologues du capitalisme, des nationalismes inter-impérialistes virulents.
- 2° Une division du monde entre nationalités colonisées et nations impérialistes, en même temps qu'entre prolétaires et peuples des pays colonisés d'une part et ceux des pays impérialistes d'autre part.
- 3° Un éveil et un développement de mouvements nationalistes débouchant sur des luttes et guerres anti coloniales et de libération nationale.
- 4° Finalement, la réalisation victorieuse d'un "détour irlandais" mondial qui mit fin au système colonial, mais au profit d'une troisième mondialisation qui commença à se développer après la deuxième Guerre mondiale sous la direction des Etats-Unis, pour se réaliser pleinement après l'écroulement de l'URSS après 1991.

C'est ainsi que nous avons pu déterminer que deux formes différentes de nationalisme ont joué un rôle historique important au cours de la deuxième mondialisation : un nationalisme qui est venu en soutien de l'impérialisme colonial, et un nationalisme anticolonial qui a combattu cet impérialisme. Le premier, détestable aussi bien pour les peuples colonisés que pour ceux des pays impérialistes qui l'ont payé des 20 millions de morts de la Première Guerre mondiale. Le deuxième, favorable à l'union des prolétaires ((pas des prolétaires)) des nations colonisées et colonisatrices qui doit, à certaines conditions, être soutenu.

Le système colonial est un système protectionniste qui, s'il a initialement puissamment contribué au développement industriel et à l'accumulation capitaliste dans les métropoles colonisatrices, il a néanmoins fini par y constituer un frein. (...) Jacques Marseille, par exemple, a montré que le colonialisme a surtout profité aux industriels petits et moyens qu'il met à l'abri de la concurrence mondiale, leur permettant de vendre à des prix élevés, et sans qu'ils aient beaucoup à se soucier d'investir dans de nouvelles machines, des processus de production nouveaux pour tenir tête à cette concurrence.

C'est que le protectionnisme s'opposait maintenant, après l'avoir longtemps servie à la logique automate du capital qui est l'accroissement de la production, des profits et de l'accumulation, et donc aussi l'élargissement des marchés. Les puissants capitalistes se disent alors que les colonies organisent un cloisonnement des marchés qui ne leur convient pas. (...) Les Etats-Unis (...) étaient depuis la fin de la Première Guerre mondiale opposés aux empires coloniaux protectionnistes qui gênaient leur propre expansion. L'ouverture du marché mondial leur était de plus en plus favorable au fil des années qui voyaient s'accroître la puissance de leurs capitaux financiers et industriels.

Nous avons vu que dans la deuxième mondialisation coloniale ces divisions se caractérisaient principalement par la production de matières premières à bas prix dans les colonies, tandis que les processus industriels se développaient dans les métropoles impérialistes où se concentraient également les revenus et le capital financier.

Dans la troisième mondialisation, c'est tout différent, même si nombre d'anciennes colonies restent productrices de matières premières. Il s'y est opéré un ample mouvement d'externalisations (sous-traitance) et de délocalisations (transferts d'usines, création de filiales) d'une grande part des phases industrielles des procès de production, autrement dit de valorisation du capital, hors des métropoles impérialistes.

Un produit est conçu par d'énormes et puissants oligopoles qui concentrent les fonctions propriétaires essentielles, les fonctions scientifiques, financières et commerciales, situées en général dans les grands pays impérialistes, puis fabriqué dans des pays à bas coûts salariaux où des usines géantes assemblent les pièces, utilisent des matériaux, des sources d'énergies venues de nombreux autres pays. Chaque élément du produit final est ainsi produit dans le pays où le donneur d'ordre juge qu'il est le plus profitable de le faire.

L'efficacité (...) de cette nouvelle et contemporaine division du travail planétaire (...) est fondée sur la combinaison de deux facteurs. Le premier n'est pas nouveau, c'est le coût de la main d'œuvre resté très bas dans les ex-colonies. Le deuxième consiste en de très

importants gains de productivité permis par les progrès des sciences appliquées à la production. (...) Voilà le cocktail parfait pour extorquer le maximum de plus-value. (...) Il faut ajouter que ces mêmes progrès ont permis de diminuer drastiquement les coûts des transports maritimes (pétroliers géants, porte-conteneurs géants, etc).

Délocalisations et externalisations ont mis une forte pression sur les salaires des ouvriers dans les métropoles impérialistes, tout en y faisant disparaître des pans entiers de la classe ouvrière, n'y laissant plus qu'un prolétariat éparpillé et désorganisé, une classe en miettes. Notamment l'aristocratie ouvrière, petit bénéficiaire du colonialisme et colonne vertébrale des syndicats et des partis réformistes (communistes et socialistes). Ce qui laisse le champ politique plus libre à la bourgeoisie, ainsi qu'aux forces nationalistes réactionnaires et fascistes dont il sera parlé plus loin.

Les anciennes colonies devenues effectivement politiquement des Etats indépendants n'en sont pas moins, pour la plupart (Chine, voire Inde exceptés) économiquement dépendantes puisqu'elles ne peuvent exister qu'intégrées dans le système de la troisième mondialisation. (...) Alors que la domination coloniale était parfaitement apparente, ne se cachait pas, la domination impérialiste du *soft power* semble en quelque sorte naturelle, ne pas être imposée par un envahisseur étranger mais résulter naturellement des capacités scientifiques, technologiques, financières, commerciales d'oligopoles impérialistes, parmi lesquels d'ailleurs l'Etat de la nation dominée peut éventuellement avoir la liberté de vendre les ressources de son pays au plus offrant.

La forme de la domination impérialiste a changé, elle n'est plus coloniale mais essentiellement scientifique et financière. Après la Deuxième Guerre mondiale les Etats-Unis prennent la tête et les commandes de la troisième mondialisation, forts de leur formidable puissance militaire, économique, scientifique et technologique. Au moyen de multiples traités et accords ((?)), ils vassalisent littéralement l'Europe ((?!)) non soviétique, le Japon et l'ensemble du monde qu'ils appellent "libre".

Dès 1991 Gorbatchev, l'ultime fossoyeur de l'empire construit par Staline, avait aimablement collaboré à son démantèlement en retirant sans combattre l'armée russe de l'Empire de l'Est et en dissolvant le Comecon et le Pacte de Varsovie, cela sans aucune contrepartie de la part de l'OTAN. Puis son successeur, Boris Eltsine, accueille à bras ouverts les Chicago Boys, des économistes américains ultra-libéraux, pour les charger de convertir le capitalisme d'Etat russe en capitalisme libéral pour le plus grand profit d'une poignée "d'oligarques". Puis en 2012 la Russie adhère dans ce but à l'OMC (comme la Chine l'avait déjà fait en 2001), s'ouvrant ainsi davantage à la mondialisation "libérale" et aux investisseurs étrangers.

Mais tous ces gages de bonne volonté libérale ne suffisaient pas à l'impérialisme américain. Il ne voulait pas d'une mondialisation multipolaire, mais unipolaire : un seul dirigeant hégémonique.

Ainsi les pays européens qui avaient rompu avec la domination russe étaient rapidement intégrés à l'OTAN, une alliance militaire ouvertement antirusse. Et ceux qui n'avaient pas encore totalement rompu, comme en Europe l'Ukraine et la Biélorussie,

faisaient l'objet des habituelles manœuvres, manipulations complots pour y mettre au pouvoir des ultras nationalistes antirusse.

Même la Yougoslavie, qui était pourtant un Etat neutre, "non aligné" a été attaquée par l'OTAN, afin de s'aligner en entrant dans l'orbite de l'Union européenne, elle-même sous hégémonie étasunienne. Là encore les forces otanesques, notamment allemandes et américaines, ont poussé, financé, armé les fractions les plus ultra nationalistes de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie-Herzégovine, du Kosovo afin qu'elles scissionnent de la Yougoslavie non alignée, alors défendue principalement par la Serbie, et s'alignent servilement sur le couple Etats-Unis-Union européenne.

L'OTAN (...) est allée, contrairement à ses statuts officiels d'organisme purement défensif, jusqu'à bombarder pendant 78 jours, en 1999, toutes sortes d'objectifs civils serbes. De sorte que la petite Serbie ((?)) dût capituler, et que la Yougoslavie fût pulvérisée façon puzzle en mini Etats (...) vite intégrés à l'OTAN, puis, petit à petit à l'Union européenne.

La lutte constante des Etats-Unis pour affaiblir la Russie a fini par pousser cet impérialisme pourtant déjà bien affaibli, mais justement parce qu'il l'était et ne voulait pas tolérer de l'être plus, à passer de la guerre froide à la guerre "chaude" pour tenter d'empêcher l'Ukraine d'entrer à son tour dans le camp étasunien et l'OTAN (d'ailleurs après l'Ukraine des manœuvres otanesques avaient déjà commencé en Biélorussie).

Le peuple ukrainien à son tour, après ceux de Yougoslavie, paye ainsi très chèrement le fait de s'être laissé entraîner par sa fraction ultranationaliste dans une guerre dont il est non seulement la première victime, mais dont il n'a rien à espérer, sinon des malheurs et des ruines, quels qu'en soient les vainqueurs. Car dans cette guerre tous, et à commencer par les ultranationalistes qui s'en font les hérauts, ne sont que les pions d'un "jeu" qui les dépasse, celui de la rivalité de deux impérialismes.

Il n'y a pas, contrairement à ce qu'affirment bruyamment les propagandistes stipendiés de chacun des deux camps impérialistes, d'agresseurs ou d'agressés, mais deux rivaux sur le "ring" qui se battent pour être champion du monde. Peu importe qui a donné le premier coup de poing, ils sont là pour se battre. Que l'un soit plus fort que l'autre ne change rien à l'affaire.

Que l'histoire de ces rivalités et luttes impérialistes pour l'hégémonie mondiale n'ait pas été conclue par la victoire étasunienne sur l'URSS en 1991, on le constate aisément puisque les guerres menées par les vainqueurs de cette bataille, les Etats-Unis et leurs vassaux de l'OTAN, n'ont pas cessé après. Pour mémoire : première guerre contre l'Irak pour le pétrole en 1991, guerre en Somalie en 1992-1993, en Yougoslavie de 1994 à 1999, en Afghanistan de fin 2001 à 2022, deuxième guerre d'Irak en 2003, et guerre en Ukraine aujourd'hui.

Une caractéristique des guerres impérialistes est de prétendre les faire pour des motifs démocratiques, humanistes, droit-de-l'homme, et aussi, pour en revenir à notre sujet, de droit des nations à disposer d'elles-mêmes. (...) En Ukraine aujourd'hui c'est

l'affaiblissement de l'Europe et la défaite de l'impérialisme russe qui sont leurs buts sous couvert de soutenir le droit à l'indépendance du peuple ukrainien.

Il faut constater que cette tentative de mondialisation "libérale" unifiée sous égide américaine se désagrège aussi par le bas en multipliant les Etats faillis (...) tels par exemple la Libye, le Liban, la République centrafricaine, l'Irak, le Sri Lanka, Haïti, la Somalie, le Soudan, le Mali et plusieurs autres Etats subsahariens, qui ne sont plus que des pétaudières où ne règnent que luttes de clans et de tribus, désordres, bandes armées mercenaires vendues au plus offrant, mafias, de telle sorte que l'exploitation rationnelle de leurs ressources en est rendue difficile et qu'ils ne peuvent guère prendre une place utile dans les chaînes mondiales de la valorisation du capital, mais y sont pour lui comme des furoncles désagréables.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions de crise aiguë que les dépenses militaires s'accroissent. Mais, en ce domaine aussi, ce sont les Etats-Unis qui, de loin, font la course en tête. Depuis longtemps leurs dépenses militaires représentent à elles seules environ 40% des dépenses militaires mondiales. Ils entretiennent quelque 800 bases militaires dans le monde, disposent du plus vaste et puissant arsenal militaire de la planète, leurs forces armées spéciales agissent dans plus de 75 pays.

Cependant, face à des puissances atomiques comme la Chine et la Russie, les Etats-Unis ne peuvent guère entrer en guerre directement comme ils l'ont fait contre l'Irak, la Serbie, etc. Ils les affrontent donc indirectement, par nationalismes interposés, comme en Ukraine ou à Taïwan.

La guerre économique - qui, soit dit en passant, est bien une guerre, faisant des dizaines de millions de morts - consiste aujourd'hui moins à occuper, coloniser, des territoires et leurs ressources qu'à s'approprier les sciences, les technologies et les finances qui permettent à la fois de dominer "pacifiquement" leur mise en valeur, le marché mondial, et par là de s'approprier les richesses nationales, tout en s'assurant du même coup l'hégémonie militaire. Celle-ci reste primordiale.

Ils ont exigé et obtenu, non seulement de sociétés étatsunienues mais aussi de leurs vassaux de ne pas vendre leurs produits de pointe à la Chine. Cela concerne, par exemple, TSMC à Taïwan, qui produit 60% des puces dans le monde, ou encore l'autre grand producteur Samsung en Corée. De même en Hollande la société ASML, le principal producteur mondial des machines à fabriquer des puces (...) a dû renoncer à en vendre à la Chine. A l'inverse, les Etats-Unis ont bloqué des exportations de matériel chinois, comme par exemple les produits téléphoniques de la société Huawei qui étaient en train de conquérir le marché mondial.

Chapitre 5 Le capitalisme sénile et les nationalismes contemporains

Nous avons vu que la troisième mondialisation contemporaine est basée sur une segmentation de nations politiquement indépendantes, mais économiquement interdépendantes, ceci au sein de chaînes de valorisation (dont sont déjà exclus les "Etats faillis") extrêmement hiérarchisées. En haut une petite poignée de nations qui concentrent

dans quelques ultra-puissants oligopoles (...) l'essentiel de la plus-value qu'ils produisent. Au milieu sont les pays qui assurent les tâches industrielles que leur délèguent ceux d'en haut. Et en bas les pays les plus appauvris en moyens de production servent de sources de matières premières et de main-d'œuvre corvéable à merci.

Il y a des nationalismes "d'en haut", c'est-à-dire des nationalismes développés par les bourgeoisies dans leurs rivalités pour élargir leurs zones de domination, d'extraction de plus-value. (...) Il arrive aussi aux prolétaires de se donner ce type de nationalité quand, dans le rapport salarial, il a tendance "à voir sa seule chance de salut dans l'enrichissement de son maître (K. Marx)". Phénomène qui, en particulier, caractérise "l'aristocratie ouvrière" (et la petite-bourgeoisie salariée) dont nous avons déjà parlé, et qui soude une partie du prolétariat des pays développés au nationalisme impérialiste.

Japon, Allemagne, France, Angleterre, ce ne sont que des impérialismes de second rang qui, en tant que vassaux des Etats-Unis, conservent quelques fiefs et une place encore lucrative dans l'appropriation de la plus-value mondialisée.

Mais il y a aussi des nationalismes "d'en bas", des nationalismes portés par des couches populaires chez qui s'élèvent des oppositions à la mondialisation qu'elles rendent responsable de leurs malheurs.

Considérons d'abord les pays dits dominés, c'est-à-dire ceux dont la place dans les chaînes de valorisation est médiocre, et dont l'économie dépend de capitaux et de capitalistes extérieurs.(...) Leur protestation prend la forme de l'ancien nationalisme colonial, comme s'il s'agissait toujours de bouter hors du pays un envahisseur. Ce type de nationalisme anticolonial, alors même qu'il n'y a plus de pouvoir colonial, est cultivé et abondamment utilisé par les bourgeoisies locales qui détiennent le pouvoir politique, le pouvoir d'Etat dans ces pays. (...) Elles font tout pour masquer ainsi leurs propres responsabilités dans cette situation, et, bien sûr, leur propre enrichissement.

Observons sur ce point que, dans ces nombreux pays en manque de capitaux nationaux ainsi que de compétences industrielles nationales, donc sans entreprises capitalistes nationales, seule ou presque la mainmise sur l'Etat permet de s'enrichir en captant cette part de plus-value. Il en résulte que ce sont souvent des putschistes militaires qui y gouvernent. Et quand ce sont des civils, les militaires ne sont pas loin.

Mais un nationalisme "d'en bas" existe aussi dans les pays développés, même les plus prospères. Un nationalisme populaire, souvent péjorativement qualifié par les élites bourgeoises dominantes de "populisme" dans la mesure justement où il s'en prend à ces élites comme étant responsables de la paupérisation du peuple dans les différentes composantes : prolétaires, petite-bourgeoisie salariée, commerciale et artisanale, petits et moyens agriculteurs, etc. Les dits populistes ignorent que la cause réelle de leurs malheurs est le mode de production capitaliste, est dans la crise où il est définitivement englué.

Ils constatent que cette élite a engagé le pays dans la troisième mondialisation, et ils y voient un choix délibéré alors que ce n'était qu'une obligation qui lui était dictée par l'existence même du capital, son mouvement automate de valorisation et d'accumulation. Ils

s'en prennent donc à cette troisième mondialisation - alors qu'ils étaient favorables le plus souvent à la deuxième, la coloniale - qu'ils considèrent comme antinationale pour avoir désindustrialisé le pays, amené la domination d'oligopoles mondialisés qui ont inséré le travail dans la concurrence mondiale, ouvert davantage les frontières aux produits étrangers ainsi qu'à l'immigration, (...) mis l'économie nationale aux mains d'une "finance" mondiale, parasitaire, anonyme, apatride, qui échappe à l'autorité de l'Etat.

Ils lui opposent le nationalisme, le "produire français", une industrie (un capital) français, des travailleurs français, etc. Mais en même temps ils ne voudraient surtout pas occuper les emplois qu'occupent les immigrés, ni renoncer aux bas prix des marchandises produites par de lointains prolétaires exploités au maximum ! Ils s'imaginent que l'Etat pourrait, s'il était gouverné par d'authentiques nationalistes, développer un capitalisme national, que le capital soit nationalisé (étatisé) ou pas, au service du peuple.

Ces deux formes de nationalismes (...) ont pour point commun cette même idée que la prospérité du peuple dépend de celle du capital dont il est tributaire.

Nous nous intéressons ici aux Etats-nations où l'on voit se développer une mouvance nationaliste fascisante, si ce n'est, parfois, déjà ouvertement fasciste ((!)) par exemple l'Allemagne, la France, l'Italie, les Etats-Unis.

Ne se développent dans les pays impérialistes dominants que les emplois supérieurs bien payés attachés à des fonctions supérieures (scientifiques, technologiques, financières, managériales, médiatiques, etc.), et les bas emplois, souvent d'ordre domestique, lié à des services divers que consomme la bourgeoisie.

Vécue par beaucoup comme un déclassement, une déchéance, la trahison des promesses non tenues de la "société de consommation" et de l'Etat social, cette dégradation est source de frustrations, de peur de déchoir encore plus, de ressentiments qui leur désignent une cause : l'affaiblissement de la nation toute entière face à cette mondialisation. (...) Et cette cause leur désigne un responsable : "l'élite" (...) qui a (...) complètement détourné l'Etat de son rôle de serviteur du peuple, lequel lui a pourtant délégué pour cela ses pouvoirs et les intérêts de chacun de ses membres regroupés sous le nom "d'intérêt général".

C'est par ce biais nationaliste et "populiste" que, en situation de crise et de critique de l'Etat dans sa forme bourgeoise, se développe le fascisme. (...) Pour que l'Etat soit bien le serviteur de la nation et du peuple, le fascisme imagine pouvoir fusionner les trois (Nation, Peuple, Etat). Chaque individu exercerait une fonction de l'Etat en appartenant à une organisation spécifique, comme une milice policière, une corporation professionnelle, une organisation regroupant la jeunesse, une organisation s'occupant des familles, etc. Toutes ces organisations par métiers, âges, sexe, fonctions, etc., hors divisions de classe donc, formeraient ensemble un seul faisceau (d'où le nom de fascisme).

Ils ne s'attaquent plus aux immigrés sur la base de prétendues différences raciales, ouvertement du moins. Ils mettent plutôt en avant aujourd'hui des différences culturelles, de modes de vie, de religions, etc. Ils se posent en défenseurs d'une culture française, une

culture mythique qui aurait existé de tout temps. Ils se disent respectueux de toutes les autres cultures au point que, pour ne pas se dissoudre et disparaître dans le "*melting pot*" de la mondialisation, chacune devrait se barricader dans son domaine national. A chaque culture son territoire particulier, à chaque nation sa culture, son histoire, ses traditions, qui constituent son "identité". On ne parle plus de race, mais "d'identité".

Cette théorie d'une menace "identitaire" qui serait la cause de la dégradation des conditions de vie du peuple national, "de souche" (sic), a le grand avantage pour la bourgeoisie de ne pas remettre en cause le capitalisme et les fonctions de propriétaire qu'elle y occupe. (...) La bourgeoisie aux commandes du capitalisme de l'époque de la troisième mondialisation ne craint le fascisme que dans la mesure où il remettrait en cause cette mondialisation par trop de nationalisme protectionniste. Ce qui serait ruineux pour le capital.

Le fascisme doit opérer la fusion entre le nationalisme impérialiste "d'en haut", et le nationalisme populiste "d'en bas". Ce qu'il fait sur la base d'une propagande du type "*make my nation great again*". Et ce en quoi il satisfait la bourgeoisie d'abord effrayée par le vocabulaire populiste de gauche du fascisme.

Chapitre 6 En finir avec les nationalismes

Aujourd'hui que toutes les bourgeoisies nationales, y compris celles des ex-colonies, sont directement et ouvertement des agents du capitalisme mondialisé, toutes les économies étant devenues interdépendantes, aucune lutte nationaliste ne peut amener une solution qui répondrait aux besoins des masses populaires car aucune n'éradiquerait la cause fondamentale de leurs malheurs, qui les précipite dans la misère : le capitalisme dans toute sa sénilité et les catastrophes économiques et écologiques qui en découlent. Bien au contraire, les exacerbations nationalistes iraient à l'encontre de cette solution en stimulant les divisions entre prolétaires de différentes nationalités.

La raison qui justifiait le "détour irlandais" des luttes anticoloniales - une raison purement politique qui était de faciliter l'union des prolétaires des pays colonisés avec ceux des pays impérialistes en les détachant de ce qui, pour des raisons différentes, les unissait à leur propre bourgeoisie - n'existe plus. Pour les uns comme pour les autres, participer aujourd'hui à des luttes et des guerres nationalistes revient à soutenir sa propre bourgeoisie dans sa recherche d'une meilleure place dans les chaînes de valorisation mondialisées dans l'espoir, en cas de réussite, d'obtenir de plus grosses miettes.

J'appelle nationalisme impérialiste un nationalisme qui amène à soutenir un impérialisme contre un autre. (...) Depuis toujours la position défendue à juste titre par les marxistes est de s'opposer aux nationalismes impérialistes, de tout faire notamment pour que jamais les prolétaires acceptent de soutenir un impérialisme ou une guerre impérialiste.

Il est gravement erroné du point de vue des intérêts prolétaires de prendre le prétexte de s'opposer à l'impérialisme le plus puissant et le plus nuisible, en l'occurrence les Etats-Unis, pour soutenir un impérialisme plus faible rivalisant avec lui, par exemple le russe.

Ou, autre exemple du même type, de soutenir un nationalisme français au prétexte de s'opposer à la soumission de la haute bourgeoisie française aux Etats-Unis, directement ou via l'Union européenne.

Au Mali le nationalisme antifrçais a simplement remplacé Barkhane par Wagner, l'impérialisme français par le russe. (...) Le "néo-colonialisme" (est une) expression forgée pour faire qu'il s'agit toujours de colonialisme, ce qui est faux. Bref, il n'y a aucun soutien à apporter à ce type de nationalisme anticolonial.

Néanmoins cette condamnation doit être faite avec précaution, avec tact. En effet, les souvenirs de la colonisation sont toujours vivaces, et bien sûr entretenus par les bourgeoisies nationales qui ont succédé au colonisateur à la tête de l'Etat. (...) Il est donc inévitable que ce soit la domination financière et militaire, le pillage, l'arrogance, le cynisme, des pays impérialistes qui apparaissent aux peuples des pays dominés comme la cause première de leurs malheurs. Alors, ce qu'ils reprochent le plus à leur propre bourgeoisie est moins d'être capitaliste, que faible face à cette domination, pas assez nationaliste, pas capable de développer une économie nationale, des emplois nationaux.

Ces illusions nationalistes ne peuvent être combattues (...) que si les prolétaires des centres impérialistes dominants se détachent explicitement de "leur" impérialisme, le combattent par tous les moyens. C'est un point de vue qu'exprimait déjà l'Internationale Communiste, à son deuxième congrès de 1920 :

L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs (...) d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps long, et devoir aussi de consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance.

Les nationalismes populistes (...) se développent, particulièrement avec la crise, dans les pays développés, dans des couches populaires (petite-bourgeoisie salariée, artisans, commerçants et autres petits entrepreneurs, "ruraux" délaissés des services publics, prolétaires). (...) Ce nationalisme se veut donc rigoureux, sortir de l'Europe (Brexit, Frexit, etc.), protectionniste en économie, fermeture des frontières, etc. Il imagine pouvoir développer un capitalisme national comme au bon vieux temps.

La démarche à mettre en œuvre vis-à-vis de ces nationalistes "populistes" n'est pas de se contenter de les critiquer. Il faut le faire bien entendu, mais en tenant compte de cet aspect de leur nationalisme qui est que leur critique des dirigeants de l'Etat est aussi une révolte contre l'état de choses existant. La révolte est juste, le moyen par lequel les révoltés espèrent obtenir satisfaction non seulement ne l'est pas, mais les mènerait au pire, comme ce fut déjà le cas suite à la crise des années 1930.

Le but de cette démarche est de travailler à la scission entre les fractions fascisantes des nationalistes "d'en bas" (qui existe y compris dans la gauche étatiste) et d'autres qui peuvent être amenées progressivement à lutter contre la cause réelle, profonde des misères et souffrances dont sont accablées les couches populaires. (...) Travailler à cette scission, c'est rappeler que vouloir restaurer la puissance nationale sans s'attaquer au capital ne peut être que vouloir restaurer la puissance d'un capital national, sa croissance, ses exportations, son impérialisme, sa force militaire, etc.

Travailler à cette scission nécessite de montrer et dénoncer les graves conséquences qu'auraient à supporter les populations qui s'engageraient dans la voie du nationalisme, une voie qui, bien loin de les libérer, ou même simplement d'améliorer un peu leur sort, les enfoncerait encore plus dans les divers ravages du capitalisme (crise, paupérisation, guerres)

C'est passer de la critique des effets à celle des causes. C'est, par exemple, passer de la critique de la domination "exagérée" et des méfaits du seul capital financier à celle du capital lui-même. (...) Concrètement, c'est en arriver à la critique des divisions sociales du travail propres au mode de production capitaliste et, par là, au type même de travail qui en découle : aliéné et aliénant, appauvrissant, dégradant, morbide.

Abolir les nationalismes n'est pas pour autant abolir tout caractère national, car ce n'est pas abolir tous les caractères culturels dont se sont servis les idéologues pour forger le mythe de la nation. Si, comme le proclame le *Manifeste du Parti communiste*, les prolétaires n'ont pas de patrie, ils ont des caractères nationaux, voire régionaux. Certains sont à abolir, des caractères rétrogrades comme, par exemple, la religion, le nationalisme ethnique et raciste, certaines traditions dites "culturelles" par leurs défenseurs comme le patriarcat, l'excision, les cultes et rites patriotiques, sans parler des folklores moyenâgeux comme, en France, le Puy du Fou, l'exaltation de la chouannerie, de Jeanne d'Arc, etc. D'autres sont à respecter comme, par exemple, la mémoire des hauts faits tels la Commune de Paris, celle des Résistants face aux fascismes, ou encore la langue, etc.

Ceux-ci ont donc un double intérêt à refuser le nationalisme : ne pas aller se faire massacrer dans ses guerres impérialistes, ne pas renoncer à leurs luttes pour une réelle, non pas seulement amélioration mais transformation radicale de leur situation.

Sur le terrain de l'abolition du travail prolétaire et de la condition de prolétaire en tant qu'individu dépossédé de toutes les conditions de son existence, matérielles, intellectuelles, sociales, politiques, il n'y a évidemment pas matière à concurrence. Ni entre ceux de chaque pays, ni entre ceux des différents pays.

Paris, mars 2023